

# CommunAction

Le bulletin du réseau développement économique communautaire d'Ottawa

Volume 3, n° 2, printemps 2005 – Gratuit



|  |    |
|--|----|
| LE DÉC À L'ÈRE DE L'ÉCONOMIE DE L'INFORMATION.....   | 1  |
| LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS ET LE DÉVELOPPEMENT.....   | 3  |
| DE L'AIDE POUR LES NOVICES DE LA TECHNOLOGIE.....  | 3  |
| LA TABLE RONDE DE L'ONTARIO SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE .....   | 5  |
| MAGINE CANADA .....  | 5  |
| L'ÉVALUATION DES ENTREPRISES SOCIALES AMÉRICAINES.....   | 6  |
| LE <i>GLOBAL ENTREPRENEURSHIP MONITOR</i> ET LES ENTREPRENEURS SOCIAUX .....   | 6  |
| LES CONSEILS DU FSBC SUR LES ASSURANCES POUR LES ORGANISATIONS BÉNÉVOLES.....  | 6  |
| DEC EN ACTION .....  | 7  |
| Distribution rico y listo, micro-entreprise modèle de la communauté colombienne.....   | 7  |
| Le Cifode : créer des liens au sein de la communauté francophone.....  | 8  |
| ANALYSE DOCUMENTAIRE : Sustainable development framework for science and technology research: social and cultural dimensions ..... | 9  |
| ÉVÉNEMENTS À VENIR .....   | 10 |
| ÉCHÉANCES À VENIR.....   | 10 |

## LE DÉC À L'ÈRE DE L'ÉCONOMIE DE L'INFORMATION

*Deux points de vue divergents*

L'économie du Canada, traditionnellement fondée sur les ressources et l'industrie, traverse une période de transformation radicale. Le passage à une économie de services et d'information (qu'on appelle aussi « nouvelle économie ») ouvre la voie à de nouvelles possibilités très intéressantes pour le Canada. La nouvelle économie favorise les personnes qui possèdent des compétences en technologie; celles qui n'ont pas de telles compétences sont souvent laissées pour compte.

La Manitoba Research Alliance on Community Economic Development mène un projet de recherche sur les liens entre cette transition vers une nouvelle économie et le développement économique communautaire. Ce projet de trois ans comporte cinq principaux objectifs :

- 1) Déterminer l'impact de la nouvelle économie sur les groupes déjà marginalisés;
- 2) Identifier les possibilités d'intégrer des activités associées à la nouvelle économie à des activités actuelles de DÉC pour accroître les retombées du développement;
- 3) Déterminer les capitaux, les infrastructures et les politiques nécessaires pour réaliser ces possibilités économiques;
- 4) Déterminer les changements que les praticiens du DÉC doivent opérer pour être plus efficaces dans le contexte économique actuel;
- 5) Confirmer la théorie économique et politique de la nouvelle économie en vue d'évaluer sa compatibilité avec le développement économique démocratique et participatif.

La Manitoba Research Alliance a participé à l'exposition « Le projet du savoir » récemment tenue au Château Laurier. Cet événement organisé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et le Conference Board du Canada visait à promouvoir la création de liens entre les milieux universitaires, le secteur public et les initiatives de recherche commerciales. Les exposants ont présenté des projets de recherche récents portant notamment sur l'innovation et le commerce, les régions et les villes, le multiculturalisme, le développement humain, l'environnement et le Canada sur la scène internationale.

Garry Loewen, gestionnaire de projet, représentait la Manitoba Research Alliance à l'occasion de cette exposition.

M. Loewen a fait valoir que l'actuelle transition du Canada vers une économie de l'information aggrave l'aliénation dont souffrent déjà les groupes marginalisés comme les Premières nations et les collectivités des régions éloignées. « Si vous vivez dans le grand Nord et que vous n'avez pas accès à un service Internet à haute vitesse, comment pouvez-vous participer à la nouvelle économie? Si vous vivez dans un quartier pauvre d'une grande ville et n'avez pas beaucoup d'instruction, et que tous les emplois offerts demandent des connaissances spécialisées et des diplômes, comment combler cet écart? Nous proposons de faire du DÉC une stratégie primaire pour réduire la marginalisation qui résulte de la nouvelle économie. »

Le DÉC peut contribuer à résoudre ce problème de différentes façons. D'abord, le DÉC permet de créer des programmes qui aident les gens à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour participer à la nouvelle économie. L'action communautaire peut également faciliter l'accès des citoyens aux nouvelles technologies (cet accès étant souvent une

L'apprentissage entre pairs par l'entremise du réseau DEC est une merveilleuse façon de partager des idées, des expériences et des réalisations.



condition préalable à leur apprentissage). Selon Garry Loewen, toutefois, la plus grande utilité du DÉC pourrait être d'assurer la mise en place des « structures de soutien » (p. ex. des réseaux de transport et des services de garde) nécessaires à la participation des citoyens à la nouvelle économie.

Le professeur Michael Gurstein a une vision très différente de la relation entre l'économie de l'information et le DÉC. Dans un article affiché sur le site Web de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Gurstein analyse le commerce électronique et la menace qu'il représente pour le développement économique communautaire, ainsi que les possibilités que les nouvelles technologies offrent au mouvement de DÉC.

Au chapitre des éventuelles menaces que le commerce électronique représente pour le DÉC, M. Gurstein fait remarquer que le cybercommerce risque de concentrer les emplois dans les zones géographiques où l'on trouve le plus de travailleurs qualifiés, avec pour effet de marginaliser encore davantage les communautés défavorisées. Il souligne également que le commerce électronique facilite les transactions avec des fournisseurs à distance, ce qui va à l'encontre du principe « achetez localement » prôné par le DÉC.

Néanmoins, M. Gurstein ajoute que le commerce électronique peut apporter certains bienfaits aux initiatives de développement économique communautaire. Le réseau Internet, explique-t-il, peut s'avérer un excellent outil pour faciliter l'organisation des activités communautaires. On peut aussi s'en servir comme tribune pour diffuser rapidement des renseignements pertinents aux membres d'une communauté. Dans son article, il propose aussi un certain nombre de modèles de commerce électronique qui peuvent à son avis être utiles à des organisations de DÉC.

Pour plus d'information sur le DÉC :

- visitez le site Web de la Manitoba Research Alliance à l'adresse

<http://www.brandonu.ca/organizations/RDI/MRA.html>

- consultez l'article du professeur Gurstein sur le site Web de la FAO à l'adresse

<http://www.fao.org/sd/CDdirect/CDre0055i.htm>. ♦

- Article rédigé par Nik Sydor

## LES MODÈLES DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE DE MICHAEL GURSTEIN POUR LE DÉC :

1. Portails d'entreprises locales : Essentiellement, il s'agirait de sites Web où on pourrait trouver divers renseignements sur l'actualité et les événements locaux, ainsi que des liens vers les sites Web d'entreprises et d'organisations locales. Ce serait un moyen d'attirer l'attention des membres de la communauté, puis de concentrer cette attention sur l'économie locale.
2. Publicité : Les groupes de développement économique communautaire pourraient vendre de l'espace publicitaire sur leurs sites Web à de plus grandes entreprises qui désirent joindre le public-cible de ces groupes, ou encore à des organisations qui vendent des produits et des services issus du DÉC.
3. Prestation de services électroniques : Un site Web de développement économique communautaire pourrait offrir une variété de services locaux, comme de l'information sur les groupes locaux et les événements à venir, des liens vers des sites pertinents, etc. Si ces services sont jugés suffisamment utiles par le public-cible, les intéressés pourraient être disposés à payer des frais d'inscription pour y avoir accès.
4. Création de communautés virtuelles : Dans le cas du DÉC, le principal avantage des communautés virtuelles est qu'elles permettent à des groupes d'une même région géographique de se « rencontrer », de tisser des liens et d'unir leurs efforts pour renforcer la confiance et les réputations par l'entremise d'Internet. Par exemple, un groupe de petites entreprises locales pourrait acheter des fournitures collectivement pour réduire les coûts.
5. Encans : Selon M. Gurstein, les encans pourraient être un moyen pour les entreprises de DÉC de réduire la quantité de marchandise qu'elles doivent garder en stock ou d'écouler les surplus qui ne se vendent pas bien. Par exemple, un agriculteur biologique pourrait vendre à l'encan les 200 derniers kilos de pommes de terre qu'il n'a pas réussi à écouler au marché, afin d'éviter qu'ils ne se gaspillent.
6. Devises électroniques : Des entreprises et des particuliers peuvent s'entendre pour effectuer des transactions par Internet au moyen d'une devise « électronique ». Il s'agit essentiellement d'une variante des initiatives de « devises locales » proposées par le passé. Selon M. Gurstein, l'utilisation d'une devise de substitution par Internet permettrait d'aplanir bon nombre des difficultés qui ont fait obstacle à ce genre d'initiative dans le monde « réel ». ♦

- Article rédigé par Nik Sydor

Abonnez-vous à *Commun Action* ! Envoyez un message à [cednet@spcottawa.on.ca](mailto:cednet@spcottawa.on.ca) en mentionnant << abonnement au bulletin de DÉC >> en objet. Pour en savoir davantage sur le Réseau DÉC d'Ottawa, les déjeuners causeries ou d'autres activités à venir, communiquez avec Lisa Jayne, coordonnatrice du Réseau DÉC d'Ottawa au (613) 236- 9300, poste 304, ou à [cednet@spcottawa.on.ca](mailto:cednet@spcottawa.on.ca), ou encore, consultez régulièrement notre site Web à [www.ced-dec-ott.net](http://www.ced-dec-ott.net).

## LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS ET LE DÉVELOPPEMENT

*Habiller les communautés des pays en voie de développement*

On a comparé à la révolution industrielle la révolution de l'information et des connaissances qui a été rendue possible



par les technologies de l'information et des communications (TIC). Les TIC offrent à toutes les nations de nouvelles possibilités de promouvoir le développement humain et de réduire la pauvreté. Connectivité Afrique appuie le développement en Afrique en permettant à des communautés isolées d'avoir accès à des technologies d'information et de communications abordables. Cette initiative du Centre de recherche en développement international a vu le jour lors du sommet du G-8 tenu à Kananaskis en 2002. Connectivité Afrique se donne pour mission de trouver des moyens novateurs de surmonter les coûts élevés associés à l'adoption des TIC dans les pays développés. À titre d'exemple, une simple boîte de conserve peut accroître de près d'un kilomètre la portée d'un routeur sans fil. Des solutions créatives comme celle-ci permettent d'apporter la communication sans fil à des communautés isolées et exemptes de services.

Le lien entre l'adoption des TIC et la réduction de la pauvreté n'est plus à démontrer. Par exemple, des études ont révélé que l'introduction du téléphone cellulaire dans un village en réduit le taux de pauvreté. Steve Song, directeur de Connectivité Afrique au CRDI, explique : « L'impact de l'arrivée du téléphone cellulaire dans un village est très réel et facilement mesurable. Les changements que ce moyen de communication apporte dans la vie des gens sont très complexes. Ce n'est pas tant qu'il facilite l'accès au commerce, bien que ce soit là un point important. C'est surtout que, pour les Africains, le téléphone cellulaire s'avère un outil logistique qui permet de gagner énormément de temps. » Fait intéressant, étant donné la nature communale de bon nombre de ces collectivités, il arrive souvent

que plusieurs personnes partagent le même téléphone cellulaire. Ainsi, le premier téléphone introduit dans une communauté a beaucoup plus d'impact que les suivants.

Les TIC peuvent aussi contribuer au développement de diverses autres façons. Par exemple, les dispositifs de messagerie portatifs permettent aux cultivateurs de se tenir informés du cours de leurs produits et, ainsi, d'être dans une meilleure position pour négocier avec les intermédiaires qui assurent l'écoulement de leurs produits sur le marché. La connectivité permet aussi aux gens de se regrouper et de faire front commun pour négocier de meilleurs prix. La diffusion d'information sur la santé est une autre application importante des TIC. L'accès en temps utile à des renseignements précis sur la santé des habitants de régions éloignées permet aux gouvernements de réduire les coûts des soins de santé et de la lutte contre les maladies, ce qui contribue en bout de ligne à assurer la prestation des services de santé nécessaires aux communautés.

En aidant les villageois africains à agir collectivement, dit Steve Song, les TIC s'avèrent un outil très utile pour donner aux communautés le pouvoir de prendre leur propre développement en mains. « L'action collective est la clé pour que les Africains puissent établir eux-mêmes leurs priorités. Les TIC leur donne cette possibilité. C'est un mécanisme qui leur permet de se faire entendre et de trouver eux-mêmes des solutions à leurs problèmes ».

Pour en savoir plus sur :

- le Centre de recherche en développement international, visitez le site Web <http://www.connectivityafrica.ca/?newlang=fr>
  - le Programme des Nations Unies pour le développement et son appui aux TIC en Afrique, visitez le site Web <http://www.undp.org/rba/ict4dev.html>. ♦
- Article rédigé par Nik Sydor

## AU SUJET DU RÉSEAU DÉC D'OTTAWA

Le Réseau DÉC d'Ottawa est une initiative sans but lucratif conçue pour stimuler le développement économique communautaire dans la région d'Ottawa. Parrainé par le Conseil de planification sociale d'Ottawa et financé par le Ville d'Ottawa et la Fondation Trillium, le réseau a pour raison d'être:

- de mieux faire connaître le DÉC à Ottawa et de faire en sorte qu'il fasse partie des orientations économiques de la Ville;
- de sonder les parties participant à des initiatives de DÉC ou s'y intéressant afin de cerner les besoins du secteur;
- de fournir des occasions de réseautage aux intervenants du DÉC qui travaillent à mettre en œuvre des projets semblables;
- de fournir une aide technique (comptabilité, administration, planification des affaires et planification stratégique, TI, RP, etc.) aux initiatives de DÉC mises en œuvre à Ottawa

Le réseau est à la recherche de bénévoles ayant une expérience professionnelle, de personnes qui participent à la réalisation d'initiatives de DÉC ou qui s'y intéressent et de donateurs.

### Personne-ressource :

Lisa Jayne, coordonnatrice, Réseau de développement économique communautaire d'Ottawa  
téléphone : 613.236.9300, poste 304  
télécopieur : 613.236.7060  
courriel : [cednet@spcottawa.on.ca](mailto:cednet@spcottawa.on.ca)  
site Web : [www.ced-dec-ott.net](http://www.ced-dec-ott.net)

## CONCEVOIR UN SITE WEB EFFICACE

*Un atelier sur le meilleur  
et le pire de la  
conception de  
sites Web*



Bernard Charlebois, vice-président, Développement des marchés et cofondateur de Virtuo, a donné de judicieux conseils aux participants à l'atelier du Réseau DÉC d'Ottawa sur la conception d'un site Web efficace, tenu le 3 février.\* M. Charlebois a expliqué les différents éléments de la présentation d'un site Web de qualité et a fait part des tendances actuelles ainsi que des plus récentes statistiques. Le groupe, peu nombreux mais très attentif, a posé beaucoup de questions sur l'application de ces principes de conception à leur site Web. Les rudiments de la conception d'un site Web adhèrent strictement au vieil adage selon lequel un client satisfait est un client acquis. Un site Web bien conçu captera l'attention de l'internaute et, idéalement, l'incitera à y revenir. Dans son exposé, M. Charlebois a souligné un certain nombre de « meilleures pratiques » de conception à adopter pour attirer les internautes :

1. Clarté du message – La raison d'être de votre site Web doit être évidente au premier coup d'œil. Faites de votre message ou mission le thème central de votre site. Concevez votre site en pensant d'abord au visiteur et à ce qu'il souhaite trouver.

2. Accessibilité – Veillez à ce que les visiteurs puissent naviguer facilement sur votre site. Les boutons et les liens doivent être clairement indiqués. Toutes les pages doivent comporter un bouton « accueil » et un lien « aide » ou une adresse courriel permettant de poser des questions au webmestre.

3. Uniformité – La présentation doit être simple, et toutes les pages doivent être disposées de la même façon. Limitez-vous à deux couleurs qui sont agréables à l'œil.

4. Affichage – Assurez-vous que les pages s'affichent à 800x600 et ne

nécessitent pas une résolution minimale plus élevée.

5. Utilisez les éléments visuels accrocheurs avec parcimonie, notamment les animations flash. Les longues introductions flash sont à éviter; personne ne les regarde de toute façon! Limitez les animations à 5 secondes, pour ne pas distraire inutilement les visiteurs.

6. Donnez aux visiteurs des raisons de retourner sur votre site; pensez à y inclure des sondages et des nouvelles, et renouvelez continuellement le contenu du site pour inciter les internautes à le consulter de nouveau. Veillez à ce que l'information présentée sur votre site soit régulièrement mise à jour.

7. Bon goût – Assurez-vous de ne pas choquer ni insulter qui que ce soit. Évitez d'utiliser des images ou des termes déplacés ou susceptibles d'être mal interprétés.

8. Optimisation Google – Préférez le texte aux images et évitez les cadres dans la mesure du possible, car ils rendent plus difficile le repérage au moyen des moteurs de recherche.

9. Service à la clientèle – Si vous invitez les visiteurs à acheter des produits ou à faire un don à votre organisme, ils devraient pouvoir trouver un bouton « acheter » ou « faire un don » sur toutes les pages. Encouragez les visiteurs à vous faire part de leurs commentaires en les invitant à remplir un bref questionnaire ou sondage.

Pour plus d'information sur la conception des sites Web, lisez le bulletin de Virtuo à l'adresse [www.virtuo.ca](http://www.virtuo.ca)

\* l'atelier en français a été lieu le 17 mars. ♦  
- Article rédigé par Dmitry Brovkovich

## DE L'AIDE POUR LES NOVICES DE LA TECHNOLOGIE

*Une séance portes ouvertes sur les technologies de l'information pour les organismes sans but lucratif et bénévoles*

Le 15 février dernier, les Mentors de CompuCorps ont tenu, en collaboration avec Career Station et VSI Ontario, une séance porte ouverte sur la gestion de l'information et les technologies de l'information à l'intention des organismes

sans but lucratif et caritatifs. L'événement a eu lieu à l'hôtel Minto Place.

Cette séance portait sur plusieurs sujets relatifs à la gestion de l'information et aux technologies de l'information, dont une introduction à l'initiative IM/IT Ontario, à l'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire et au leadership stratégique. Steve Cino, gestionnaire de projet pour l'équipe du Centre for Community Leadership du Niagara College, partenaire d'IM/IT Ontario, a animé les deux séances. Il a recommandé des ressources utiles aux participants et répondu à leurs questions. Bon nombre des représentants d'organismes bénévoles qui assistaient à la séance ont admis avoir une connaissance limitée de la technologie. Toe Kyi et Andrei Marasescu, représentants des Mentors de CompuCorps, ont fait part des services techniques offerts à Ottawa aux organismes sans but lucratif et caritatifs. ReBoot remet du matériel informatique à neuf et le redistribue à des organismes sans but lucratif, des organismes de bienfaisance et des citoyens à faible revenu d'Ottawa. Barbara Booth et John Cruspe, de Career Station, ont parlé du travail qu'ils font dans le cadre du Programme d'accès communautaire (PAC), une initiative d'Industrie Canada qui permet à des milliers de Canadiens et de Canadiennes d'avoir accès à Internet à peu de frais dans des endroits comme des écoles, des centres communautaires et des bibliothèques. Ce programme est destiné aux gens qui n'ont pas avoir d'ordinateur ni d'accès à Internet chez eux ou au travail.

Pour plus d'information sur :

- Les Mentors de CompuCorps, communiquez avec Bill Marvel au (613) 234-8988, ou consultez le site <http://www.compu corps.info/>.
- Career Station, communiquez avec Barbara Booth au (613) 569-4320 ou consultez le site <http://www.careerstation.ca/>
- Le Programme d'accès communautaire, consultez le site <http://cap.ic.gc.ca/francais/hub.asp> ♦  
- Article rédigé par Lisa Jayne

## LA TABLE RONDE DE L'ONTARIO SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE

*Des représentants du secteur se réunissent pour discuter de l'initiative sur l'économie sociale*

Toronto Nord a récemment été le théâtre de discussions animées sur l'économie sociale et le développement économique communautaire. L'initiative de l'économie sociale, dont le financement a été annoncé dans le cadre du budget de 2004, est présentée comme une composante d'un plan fédéral à long terme. À court terme, des projets de renforcement des capacités et de financement seront axés sur les priorités immédiates du secteur. Le but du programme pilote proposé pour le renforcement des capacités est de fournir un soutien financier pour des projets visant à améliorer la capacité de lancer ou de soutenir des entreprises d'économie sociale qui contribuent à atteindre les objectifs sociaux et environnementaux des collectivités. En Ontario, un investissement de 5,95 millions de dollars sera échelonné sur deux ans dans le cadre du programme pilote de renforcement des capacités.

L'initiative de financement donnera accès à des prêts ou à des capitaux patients, ou aux deux sources de financement à la fois, en prenant en considération les besoins particuliers des entreprises d'économie sociale et les défis que doivent relever celles-ci pour créer et exploiter un établissement commercial. En Ontario, 35 millions de dollars seront investis dans le cadre de cette initiative sur une période de 5 ans.

Les projets pilotes doivent produire des résultats clairement définis, mesurables, significatifs et durables. L'objectif à moyen terme est de faire en sorte que des entreprises d'économie sociale puissent accéder aux programmes destinés aux petites entreprises. La stratégie à long terme, qui doit être élaborée par Développement social Canada (DSC), consistera à établir un cadre d'action général.

La section ontarienne du Réseau canadien de DÉC, RCDÉC Ontario, a organisé, le 25 janvier dernier, une rencontre préparatoire en vue d'une réunion planifiée par l'Initiative fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor). Environ 15

personnes, dont certaines ont assisté à la réunion du 26 et d'autres pas, étaient présentes à cette rencontre de RCDÉC Ontario, laquelle a contribué à cerner les points forts du réseau ontarien et à établir les priorités de l'Ontario en matière de DÉC.

Le 26 janvier, FedNor a tenu une consultation sur invitation seulement. Environ 150 personnes, venues de diverses régions de la province, y ont participé. Cette réunion avait pour but de recueillir les recommandations de divers groupes régionaux oeuvrant dans les domaines du développement communautaire, du développement économique communautaire et de l'économie sociale.

Les intervenants du secteur se sont montrés très empressés de donner des conseils et ont fortement encouragé FedNor à faire participer des représentants des communautés à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de l'initiative sur l'économie sociale. Pour leur part, les représentants de FedNor, tout en rappelant l'échéancier très serré qu'ils sont tenus de respecter, ont reconnu qu'ils devaient davantage consulter les groupes communautaires. Ils ont également convenu de produire un sommaire des discussions tenues dans le cadre de la table ronde et des commentaires recueillis au moyen du questionnaire en ligne et de la consultation. Ce rapport est paru à la fin de février.

Les prochaines étapes n'ont pas encore été déterminées, mais le Réseau DÉC d'Ottawa vous tiendra au courant du déroulement de l'initiative. Certains détails du programme devraient être annoncés au début d'avril 2005.

Pour plus d'information, visitez le site Web d'Industrie Canada à l'adresse [http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/infednor-fednor.nsf/fr/h\\_fn02091f.html](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/infednor-fednor.nsf/fr/h_fn02091f.html) ♦  
- Article rédigé par Lisa Jayne

## MAGINE CANADA

*La rationalisation des services du CCP et de la CONV*

Le Centre canadien de philanthropie (CCP) et la Coalition des organisations nationales volontaires (CONV) ont récemment fusionné leurs opérations pour former Imagine Canada. La création de cette nouvelle organisation assurera une plus grande synergie en plus d'éliminer le chevauchement qui existait auparavant entre les activités du CCP et de la CONV.

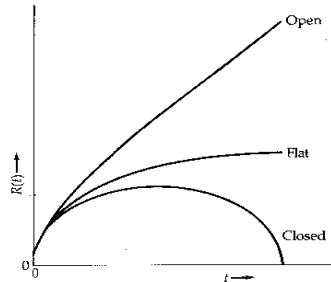
Le mandat d'Imagine Canada s'apparente de près à celui des deux organisations qui lui ont donné naissance. Cette coalition d'organismes bénévoles et caritatifs et d'entreprises socialement engagées fait du lobbying auprès des gouvernements au nom de ses membres. Elle appuie également ses membres et organisations affiliées en effectuant des recherches sur des enjeux importants pour le secteur bénévole canadien, et continuera de créer des réseaux d'échange d'information et d'améliorer les réseaux existants. Imagine Canada mènera également des activités de sensibilisation auprès des entreprises canadiennes et les encouragera à adopter des pratiques commerciales éthiques.

Imagine Canada administre le *Code d'éthique relatif à la collecte de fonds et à la responsabilité financière*, un code de déontologie applicable aux activités de financement des organismes de bienfaisance. Les organismes qui se conforment aux normes établies dans ce code peuvent se faire accréditer par Imagine Canada, ce qui donne aux donateurs éventuels l'assurance que leurs dons ne seront pas utilisés à mauvais escient.

Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site Web d'Imagine Canada à [http://www.imaginecanada.ca/page.asp?code\\_ethique\\_relatif\\_un&fr=1](http://www.imaginecanada.ca/page.asp?code_ethique_relatif_un&fr=1) ♦  
- Article rédigé par Nik Sydor

## L'ÉVALUATION DES ENTREPRISES SOCIALES AMÉRICAINES

*Des leçons à tirer*



SeedCo (Structured Employment Economic Development Corporation) est un organisme américain qui se donne pour mission de créer des possibilités d'emploi par l'entremise du développement économique communautaire. Les entrepreneurs sociaux et les personnes qui s'intéressent au développement économique communautaire trouveront une foule de ressources utiles sur le site Web de SeedCo. Bon nombre de ces documents doivent être commandés, mais on trouvera néanmoins plusieurs ressources gratuites. Notamment, une étude de cas publiée en 2003 et intitulée « When Good Work Makes Good Sense: Social Purpose Business Case Studies » présente un intérêt particulier. Les auteurs examinent quatre différentes entreprises sociales américaines, comparent leurs expériences respectives et soulignent certains des obstacles communs auxquels les entreprises sociales sont confrontées ainsi que certaines stratégies qui se sont avérées efficaces pour surmonter ces difficultés.

Voici quelques points saillants de ces stratégies gagnantes :

- Avoir des objectifs sociaux et des objectifs commerciaux qui sont étroitement liés.
- Adopter des pratiques commerciales (par exemple le modèle de procédures de gestion commerciale du secteur privé). Le fait de suivre un modèle de gestion peut contribuer à l'efficacité d'une entreprise sociale, même si le but visé n'est pas la profitabilité.
- Veiller à ce que l'organisation soit bien gérée.
- Résister à la tentation de trop élargir les opérations si l'organisation connaît du succès à ses débuts.

Pour plus d'information :

- Consultez le rapport intégral sur le site Web de SeedCo, à l'adresse [http://www.seedco.org/publications/publications/good\\_work.pdf](http://www.seedco.org/publications/publications/good_work.pdf).

- Consultez la liste des publications de SeedCo à l'adresse <http://www.seedco.org/>

♦  
- Article rédigé par Nik Sydor

### LE GLOBAL ENTREPRENEURSHIP MONITOR ET LES ENTREPRENEURS SOCIAUX

*Surveiller les tendances de l'entrepreneuriat*

Le Global Entrepreneurship Monitor a été fondé en 1999 dans le but de mesurer les niveaux d'entrepreneuriat à travers le monde. Au moyen de sondages et d'entrevues, l'organisation recueille des données sur divers indicateurs relatifs à l'entrepreneuriat, puis utilise ces données pour constituer l'indice TEA (« total entrepreneurship activity »), qui indique le degré général d'activité d'entrepreneuriat dans une économie donnée.

Les rapports annuels du GEM font état de certains indicateurs spécifiques, notamment la différence entre les niveaux d'entrepreneuriat des hommes et ceux des femmes ainsi que la corrélation entre certains indicateurs démographiques (comme l'âge et le niveau de revenu) et l'entrepreneuriat.

Outre ses rapports annuels généraux, le GEM publie des rapports qui détaillent l'activité d'entrepreneuriat dans les différents pays participants. Certaines de ces études, par exemple le rapport sur le Royaume-Uni publié en 2003, fournissent des données sur les tendances en matière d'entrepreneuriat et comportent un indice d'entrepreneuriat social (« social entrepreneurship index », SEA). Voici quelques données intéressantes tirées du rapport de 2003 sur le Royaume-Uni :

- Les entrepreneurs sociaux tendent à être plus âgés et à disposer d'un revenu plus élevé que leurs homologues du commerce traditionnel.
- Les femmes et les membres des minorités visibles sont plus susceptibles de participer à des entreprises sociales.

- Les entreprises sociales tendent à créer plus d'emplois que les entreprises commerciales.

Malheureusement, il n'existe pas encore de données comparables sur les niveaux d'entrepreneuriat au Canada. Peut-être feront-ils l'objet d'un futur rapport du GEM.

Pour en savoir plus sur :

- l'entrepreneuriat social au Royaume-Uni, consultez le site <http://www.gemconsortium.org/download/1105992398000/GEM%20UK%20social%20entrepreneurs%202003.pdf>

- le GEM et ses rapports généraux et nationaux, consultez le site <http://www.gemconsortium.org/default.asp> ♦  
- Article rédigé par Nik Sydor

### LES CONSEILS DU FSBC SUR LES ASSURANCES POUR LES ORGANISATIONS BÉNÉVOLES

*Renseignez-vous sur les meilleures options pour votre organisation*

Lorsqu'il est question d'assurances, les besoins et les budgets des organisations bénévoles varient grandement. Le Forum du secteur bénévole et communautaire (FSBC) a récemment publié une série de conseils et de lignes directrices qui devraient aider les organisations bénévoles à obtenir précisément ce dont elles ont besoin auprès de leur assureur. Voici un résumé des points saillants :

1) Indiquez à votre assureur à quoi servent vos véhicules. Certaines organisations paient des frais supplémentaires lorsqu'elles achètent une assurance responsabilité civile automobile, parce que leur assureur classe les activités de transport occasionnel de passagers comme s'il s'agissait de transport de passagers en vertu d'un contrat de location.

Pour plus d'information, voir « Liability and Insurance Reports » sur le site <http://www.calgarycvo.org/resourcesandlinks.html>.

2) Il est avantageux de comparer. Si vous faites affaire avec un seul courtier d'assurances, vous n'obtiendrez pas nécessairement l'option la mieux adaptée à vos besoins. Les courtiers représentent

habituellement un nombre restreint de compagnies d'assurances; vous pourriez peut-être trouver une meilleure prime en faisant un peu de recherche de votre côté. Informez-vous également des options d'assurances les plus avantageuses auprès d'organisations semblables à la vôtre.

3) Assurez-vous de bien comprendre les lois relatives aux responsabilités et aux assurances des organisations bénévoles.

Un rapport publié par le *Nova Scotia Insurance Review Board* fait part des conclusions d'une étude menée à ce sujet en Nouvelle-Écosse. Voir <http://www.gov.ns.ca/nsirb/documents/NSIRBPropertyStudy.pdf>.

4) Les petites entreprises sont souvent confrontées aux mêmes problèmes que les organisations bénévoles. Il peut être utile de former une alliance avec de petites entreprises de votre communauté afin de faire pression sur les gouvernements et les assureurs et les amener à effectuer des changements importants.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a publié une étude révélant que les primes d'assurances représentent un lourd fardeau financier pour les petites entreprises. On peut consulter ce rapport à l'adresse <http://www.cfib.ca/research/reports/rr3002.pdf>.

Pour plus de renseignements sur les questions d'assurances touchant les organisations bénévoles, consultez la section « Responsabilité » du site Web du FSBC à l'adresse <http://www.vsf-fsbc.ca/fr/liability/index.cfm> ♦  
- Article rédigé par Nik Sydor

## DEC EN ACTION

### DISTRIBUTION RICO Y LISTO, MICRO-ENTREPRISE MODÈLE DE LA COMMUNAUTÉ COLOMBIENNE *Conversation avec Jaime Baquero, un leader de la communauté colombienne*

On compte dans la région d'Ottawa-Gatineau entre 1 500 et 1 600 personnes d'origine colombienne. Au cours des cinq ou six dernières années, un grand nombre de Colombiens ont quitté leur pays. En 1988, la communauté canado-colombienne d'Ottawa-Gatineau s'est constituée en organisation en réponse au besoin, exprimé par ses membres, de garder les traditions vivantes et de promouvoir une sensibilisation interculturelle. La communauté organise des collectes de fonds et des événements culturels pour financer ses activités. L'an dernier, elle a produit et distribué quatre numéros d'un bulletin intitulé *Hola Colombia!* (Bonjour la Colombie!) grâce à une contribution en nature (services d'impression) de Konika Minolta.

La communauté canado-colombienne compte de nombreux professionnels qualifiés – des avocats, des comptables, des dentistes, des ingénieurs, des infirmières, etc. Pourtant, malgré leur formation, ces personnes ont souvent de la difficulté à faire reconnaître leurs titres de compétence. Elles sont également confrontées à des obstacles supplémentaires sur le marché du travail lorsqu'elles parlent ni l'anglais ni le français, les langues officielles du Canada.

Un des leaders de la communauté colombienne, Jaime Baquero, a conçu un projet d'aide à la micro-entreprise qui a suscité beaucoup d'intérêt en tant que source d'emplois et de revenu pour les membres de la communauté. Mario Portilla, avocat de formation, travaillait dans une entreprise de nettoyage. M. Portilla et sa femme, Elisa Otero, ont été les premiers candidats choisis par le comité communautaire d'aide à la micro-entreprise.

Ce comité fournit aux candidats retenus l'aide et le soutien nécessaire pour démarrer leur propre micro-entreprise. Mario a suivi un cours donné par Compétences Outaouais, ce qui l'a aidé à concrétiser son idée de distribution de produits colombiens et latino-américains. Ce cours, qui durait huit semaines et coûtait 90 \$, lui a permis d'apprendre les rudiments du démarrage d'une petite entreprise, notamment la préparation d'un plan d'entreprise et la négociation de prêts. Mario habite au Québec, ce qui lui a donné l'avantage de pouvoir suivre ce cours à Gatineau. « Les Colombiens qui vivent à Ottawa n'ont pas accès à ce service à un prix aussi bas », souligne Jaime Baquero. Le Entrepreneurship Centre, l'équivalent de Compétences Outaouais à Ottawa, offre des ateliers en ligne gratuits sur des sujets tels que l'introduction à la planification d'entreprise et l'introduction au marketing, ainsi qu'un atelier de deux jours intitulé « Validating Your Business Idea Workshop: Market Assessment & Financial Analysis », au coût de 225,00 \$.

Mario a également bénéficié de l'aide de la Corporation de développement économique de la ville de Gatineau. Son projet est l'une des 16 initiatives retenues cette année pour faire l'objet d'un suivi de la Corporation. Les responsables de ces projets reçoivent des conseils, une orientation et du soutien. Le 22 février, Distribution Rico y Listo (distribution de produits délicieux et prêts), entreprise de distribution de produits colombiens et latino-américains, a été admise comme membre de la Chambre de commerce de Gatineau.

Distribution Rico y Listo a été lancée à l'occasion du bazaar du parc Brewer par les membres de la famille Portilla-Otero (Mario, Elisa, David, Viviana et Sebastian). Elisa Otero prend les commandes et Mario distribue les produits aux clients. Désireuse d'élargir ses activités, la famille avait besoin d'une camionnette pour pouvoir livrer les produits directement au domicile des clients. Incapable d'obtenir du crédit, la famille a alors demandé l'aide de la communauté colombienne. Jaime, lui-même un entrepreneur, s'est porté garant lors de l'achat de la camionnette. La famille peut maintenant livrer les commandes plus rapidement.

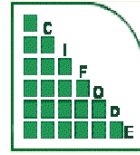
« La communauté colombienne offre un soutien précieux à ses membres. Elle compte beaucoup de gens talentueux et compétents », explique Jaime. « En tant que Colombiens, nous devons aider nos compatriotes à réaliser des projets sociaux de ce genre au sein de notre communauté. L'aide de la communauté est très importante pour l'intégration des nouveaux arrivants au Canada. »

Pour en savoir plus sur :

- Distribution Rico y Listo, téléphonez au (819) 568 5797 ou écrivez à [ricoylisto@sympatico.ca](mailto:ricoylisto@sympatico.ca).
  - la communauté canado-colombienne d'Ottawa-Gatineau, visitez le site [www.comunidadcolombianaottawa.ca](http://www.comunidadcolombianaottawa.ca).
  - Compétences Ouataouais, téléphonez au (819) 643-2000 ou visitez le site Web <http://www.csdraveurs.qc.ca/cco/home/accueil.htm>.
  - Le Entrepreneurship Centre, visitez le site Web <http://www.entrepreneurship.com>, présentez-vous au Centre au rez-de-chaussée de l'hôtel de ville (110, av. Laurier Ouest), ou téléphonez au (613) 560-6081. ♦
- Article rédigé par Lisa Jayne

## LE CIFODE : CRÉER DES LIENS AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE

*Sensibiliser les gens aux problèmes des femmes francophones appartenant aux minorités visibles*



Maryan Bile, directrice générale du Centre d'intégration, de formation et de développement économique (CIFODE), était la conférencière invitée à la réunion du 28 janvier de l'Assemblée francophone et du Comité interagences. Maryan a parlé des obstacles auxquels sont confrontés les femmes et les jeunes francophones qui appartiennent à une minorité visible, ainsi que des divers services offerts par le CIFODE. Ces services encouragent les femmes et les jeunes à acquérir des compétences professionnelles et générales qui les aident à s'adapter et à s'intégrer à la société canadienne.

Les participants à la réunion ont été accueillis par le délicieux arôme de mets somaliens. Pour célébrer la nouvelle année, on a fait appel à la coopérative Beldajia, un service de traiteur parrainé par le CIFODE. L'Assemblée francophone et le Comité interagences se réunissent tous les trois mois. Ces réunions portent sur les intérêts de la communauté francophone et donnent aux membres l'occasion d'échanger et de créer des liens. On invite également une conférencière ou un conférencier à chaque réunion. « C'était la première fois que nous avons recours à un service de traiteur, et nous avons beaucoup apprécié l'expérience », a dit le président, David Welch.

« Beldajia » est un mot somalien qui signifie « partage communautaire ». La coopérative Beldajia a été formée en janvier 2002 dans le but de faciliter l'intégration économique de femmes francophones appartenant à des minorités raciales. En tant qu'entreprise, la coopérative produit et commercialise une sauce tropicale piquante en plus d'offrir un service de traiteur. En tant qu'initiative sociale, elle appuie le développement coopératif et l'accès à des sources alternatives de financement. Le repas du 28 janvier a été organisé et commandité par le Réseau DÉC d'Ottawa, dont le CIFODE est membre. Le Réseau se donne pour but de mieux faire connaître le DÉC, de faciliter l'accès à l'information, aux services et aux ressources pour les praticiens du DÉC, et de favoriser la création de liens entre les entreprises de DÉC et avec d'autres partenaires. On a demandé aux participants à la réunion de donner 5 \$ pour contribuer au coût du service de traiteur. La prochaine réunion de l'Assemblée francophone et du Comité interagences se tiendra le vendredi 29 avril au Patro (40, rue Cobourg).

Pour en savoir plus sur :

- le CIFODE, téléphonez au 569-2456 ou consultez le site [www.cifode.ca](http://www.cifode.ca).
  - le Réseau DÉC d'Ottawa, téléphonez au 236-9300, poste 304, ou visitez le site [www.ced-dec-ott.net](http://www.ced-dec-ott.net).
  - l'Assemblée francophone et le Comité Interagences, communiquez avec Marie-Josée Legault, coordonnatrice de programme, au numéro (613) 236-9300, poste 308, ou à l'adresse [mjlegault@spcottawa.on.ca](mailto:mjlegault@spcottawa.on.ca). ♦
- Article rédigé par Lisa Jayne



## ANALYSE DOCUMENTAIRE :

### *Sustainable development framework for science and technology research: social and cultural dimensions*

Le Caledon Institute for Social Policy est un organisme canadien à but non lucratif qui effectue des recherches sur des questions de politique sociale. L'institut a récemment publié un rapport de recherche préparé pour le Conseil consultatif des sciences et de la technologie.



Selon les auteurs, Sherri Torjman et David Minns, les méthodes actuelles d'évaluation de l'incidence des politiques sont inadéquates à plusieurs égards. Les méthodes traditionnelles, par exemple l'examen du rendement économique en fonction du produit intérieur brut (PIB), tiennent rarement compte de nombreux facteurs importants comme la diversité culturelle et la santé écologique. Les auteurs proposent par conséquent une méthode pour entreprendre et évaluer des projets de recherche du point de vue du « développement durable ». Bien que le cadre d'évaluation proposé soit principalement destiné à des projets de recherche scientifique, les indicateurs peuvent également s'appliquer à de nombreux projets de recherche sociale. Il est d'ailleurs question à plusieurs reprises dans le document d'initiatives stratégiques visant à réduire la pauvreté.

Le terme « développement durable » est souvent employé pour désigner une source de croissance économique qui ne représente pas une menace à long terme pour l'environnement. Le sens que les auteurs du document donnent à ce terme est cependant très différent de cette définition traditionnelle. Selon eux, le développement durable se définit par un certain nombre d'indicateurs du bien-être social qui ne figurent pas dans les évaluations conventionnelles, en particulier les évaluations économiques. Pour atteindre les nouveaux objectifs du « développement durable », il convient donc d'élaborer de nouveaux indicateurs pour mesurer la réussite ou l'échec à cet égard. La portée des méthodes traditionnelles comme la mesure de l'accroissement du PIB est trop restreinte pour permettre d'évaluer des réalisations moins facilement quantifiables, par exemple l'enrichissement des arts. Pour faire une évaluation globale de l'impact d'une politique sur la société, il faut examiner des aspects très divers allant de la culture à l'intégration sociale en passant par les questions environnementales. M<sup>me</sup> Torjman et M. Minns proposent une liste d'objectifs sociaux ainsi que des indicateurs qui permettraient à leur avis de déterminer si ces objectifs ont été atteints.

Fait intéressant, les auteurs mentionnent la cohésion sociale et le renforcement des communautés parmi les objectifs à considérer lors de l'élaboration et de l'évaluation des politiques. Ce point de vue est important pour le DÉC, puisqu'il situe les buts du développement économique communautaire dans un contexte plus large. Les personnes intéressées à lire ce rapport, ou d'autres publications du Caledon Institute, sont invitées à visiter le site Web <http://www.caledoninst.org>. ♦  
- Article rédigé par Nik Sydor

## ÉVÉNEMENTS À VENIR



**31 MARS**  
• Atelier de fabrication d'articles en verre teinté pour débutants

Ce cours est offert tous les jeudis du 31 mars au 2 juin 2005. Le cours est organisé par People First en collaboration avec le Foster Farm Community Centre. Le nombre d'inscriptions est limité à dix. Le coût total de l'atelier, matériel compris, est de 67,00 \$. People First est un organisme qui aide les personnes à faible revenu à se découvrir des aptitudes et à acquérir des compétences en vue d'accroître leur revenu. Pour plus d'information sur l'atelier de fabrication d'articles en verre teinté, ou sur People First, communiquez avec Sue ou Rob au (613) 726-1418.

## ÉCHÉANCES À VENIR

### 30 MARS

• date limite de présentation des demandes pour la Journée annuelle d'entraide pour les jeunes. Si votre organisme a besoin d'un coup de main pour une activité d'une demi-journée ou d'une journée complète, le 23 avril, faites part de votre projet à Bénévoles Canada. Des jeunes de 13 à 18 ans sont prêts à donner de leur temps pour aider des organismes communautaires comme le vôtre! Communiquez avec Rachel Stoparczyk à [rstoparczyk@volunteerottawa.ca](mailto:rstoparczyk@volunteerottawa.ca).

### 17 AU 23 AVRIL

• Semaine nationale de l'action bénévole  
Pendant une semaine entière, en avril, les Canadiens rendent hommage et témoignent leur reconnaissance à leurs compatriotes qui font du bénévolat.

### 23 AVRIL

• 5<sup>e</sup> Journée annuelle d'entraide pour les jeunes  
Parrainé par Centraide / United Way Ottawa et Bénévoles Ottawa, cet événement met en contact de jeunes bénévoles et des organismes qui ont besoin d'un coup de pouce.

### 31 MARS (ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS)

• date limite de présentation des demandes de subvention à l'Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique (ACAFS).

Le prix « Entrez dans le jeu » est une subvention de 250 \$ que L'ACAFS attribue chaque mois afin de promouvoir l'activité physique chez les femmes et les encourager à participer à des activités sportives. Toutes les demandes reçues avant 11 h 59 le dernier jour de chaque mois sont admissibles pour le mois écoulé. Pour plus de renseignements sur modalités de demande, visitez le site Web [www.caaws.ca/mothersinmotion/](http://www.caaws.ca/mothersinmotion/).

### 4 AU 7 MAI

• Congrès pancanadien sur le DÉC et l'économie sociale à Saut Ste-Marie. Cette année, le congrès comportera 65 ateliers portant sur un vaste éventail de sujets ainsi que des visites d'entreprises locales de DÉC. Un nombre limité de subventions est offert selon le principe du premier arrivé, premier servi. Pour obtenir plus de renseignements ou pour vous inscrire, visitez le site Web [www.carleton.ca/cedtap/conference/index\\_f.html](http://www.carleton.ca/cedtap/conference/index_f.html).

### 4 AVRIL

• date limite de présentation des demandes au Programme Entreprise d'été du gouvernement de l'Ontario. Le programme Entreprise d'été offre une formation commerciale pratique et du mentorat, ainsi que des subventions pouvant aller jusqu'à 3 000 \$, afin d'aider les jeunes à créer et à exploiter leur propre entreprise d'été. Pour plus d'information, consultez le site Web [http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/ye\\_summer-company\\_fr.jsp](http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/ye_summer-company_fr.jsp) ou écrivez à l'adresse [summer.company@edt.gov.on.ca](mailto:summer.company@edt.gov.on.ca).

## PROCHAIN NUMÉRO

Si vous voulez faire connaître un partenaire commercial ou rédiger un article, rendre compte d'une ressource, traiter d'un projet de DÉC ou faire la promotion d'une initiative ou d'une activité, veuillez communiquer avec Lisa Jayne : (613) 236-9300, poste 304 ou [cednet@spcottawa.on.ca](mailto:cednet@spcottawa.on.ca). Date de tombée : le 24 avril 2005.

Nik Sydor et Steffen Christensen. Writing and editing for this issue was provided by Nik Sydor et Steffen Christensen

Le travail de Nik Sydor et Steffen Christensen